

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 SAINT-ÉTIENNE

SAINT-ÉTIENNE, le 09/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES DE SAVY SA**

Lieu-dit Savie  
42330 Chambœuf

Références : UID4243 MEA 023 304  
Code AIOT : 0006101298

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2023 dans l'établissement CARRIERES DE SAVY SA implanté Savie 42330 Chambœuf. L'inspection a été annoncée le 28/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES DE SAVY SA
- Savie 42330 Chambœuf
- Code AIOT : 0006101298
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrières de Savy exploite une carrière de roche dure (granite et gneiss) sur les communes de Saint-Médard-en-Foréz et de Chamboeuf. Elle produit des granulats destinés au secteur du BTP, notamment sur les chantiers de terrassement et des blocs d'enrochement (aménagement paysager).

La carrière a été autorisée en dernier lieu par un arrêté préfectoral du 5/02/2015 pour une durée de 12 ans.

Suite à une plainte, une inspection a été réalisée le 2 mai 2022 et a été suivi d'un arrêté préfectoral de mise en demeure le 7 juin 2022.

La dernière inspection réalisée en décembre 2022 n'a pas permis de lever toutes les non-conformités.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 juin 2022

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Sécurité	AP de Mise en Demeure du 07/06/2022, article 1	/	Astreinte	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 23.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécurité	AP de Mise en Demeure du 07/06/2022, article 1	/	Sans objet
3	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 51	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier les travaux au sommet de la carrière et le long de la route:

- les travaux réalisés au sommet de la carrière ont permis de reconstituer une bande de terrain en pente douce raccordée au terrain naturel. Il reste cependant un travail important de végétalisation (semis, plantation) tant en termes d'objectif de remise en état qu'en termes de stabilisation du talus reconstitué.
- les travaux réalisés le long de la route ont permis de consolider le talus avec un enrochement mais ne sont pas suffisants pour restituer la bande des 10 mètres telle qu'elle existait en 2015.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/06/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Clôture
<b>Prescription contrôlée :</b> de respecter sous un délai de 3 mois : 1°) les dispositions prévues à l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 5 février 2015 en rétablissant une clôture solide et efficace.  Article 17 de l'APA du 5 février 2015 : Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour des zones en cours d'exploitation.  L'entrée du site autorisé est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
<b>Constats :</b> La clôture ne présente plus de détérioration au niveau du piézomètre, le long de la route. L'exploitant a mis en place un portillon fermé à clé permettant l'accès au piézomètre en sécurité et sans dégradation de la clôture.  La clôture est en place tout le long de la route. Cette clôture est plus ancienne et moins haute aux abords de l'entrée de la carrière mais elle est bien en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/06/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Distance limite
<b>Prescription contrôlée :</b> De respecter sous 6 mois: 1°) les dispositions prévues à l'article 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 2015 en rétablissant une bande de sécurité de 10 mètres entre le bord de l'excavation et la route au niveau de la parcelle cadastrée 23.  2°) les dispositions prévues à l'article 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 2015 en rétablissant une bande de sécurité de 10 mètres entre le bord de l'excavation et la limite d'autorisation au niveau des parcelles 1108 et 1658 par acquisition foncière. A défaut, et en justifiant l'impossibilité de l'acquisition foncière, l'exploitant fera réaliser une étude géotechnique par un organisme compétent qui devra intégrer : <ul style="list-style-type: none"><li>- une étude de la stabilité des fronts à long terme, dans le cadre du réaménagement du site,</li><li>- une étude des conséquences de l'extraction au pied des fronts au niveau de la parcelle 1108,</li><li>- le cas échéant, les préconisations à mettre en œuvre pour assurer la stabilité à long terme et pour la poursuite de l'extraction sur la parcelle 1108.</li></ul> Article 22 de l'AP du 5 février 2015: Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
<b>Constats :</b> 1/ Parcelle 23 : Lors de l'inspection précédente, le constat avait été que le talutage opéré n'était pas suffisant pour rétablir la bande des 10 mètres. L'exploitant avait expliqué que la reconstitution de la bande des 10 mètres nécessitait un recul des pistes et avait proposé l'échéancier suivant : <ul style="list-style-type: none"><li>- fin janvier 2023 : recul des pistes</li><li>- fin février 2023 : reconstitution de la bande des 10 mètres.</li></ul> Au jour de l'inspection, cet échéancier n'a pas été suivi. L'exploitant explique que le chantier qui devait fournir le remblai nécessaire n'a pas eu lieu.  L'exploitant a toutefois conforté le talus le long de la route; l'enrochement déjà constaté lors de l'inspection de décembre 2022 a bien été poursuivi pour atteindre environ 26 mètres de long. <b>L'exploitant doit transmettre la facture d'intervention de l'entreprise Moulin TP.</b>  <b>Compte tenu que l'exploitant a réalisé des travaux de consolidation du talus, qu'il n'a pas pu récupérer les remblais nécessaires à la restitution complète de la bande des 10 mètres, l'inspection propose une astreinte journalière de 500 euros différée au 1er janvier 2024, accordant ainsi un délai supplémentaire de 3 mois pour la finalisation des travaux.</b>  2/ Parcelle 1108 : Selon l'exploitant, la proposition d'acquisition foncière a été réalisée auprès de la propriétaire oralement en 2022. Suite à sa réponse hésitante, l'exploitant l'a contactée par téléphone à plusieurs reprises; elle aurait répondu 2 fois sans être en capacité de donner une réponse formelle à la proposition. <b>L'exploitant doit fournir une preuve écrite de sa proposition d'acquisition foncière.</b>

L'exploitant a fait réaliser l'étude géotechnique par le bureau d'étude ABO GEO+ Environnement. Elle a été réalisée en mai 2023. Selon l'étude, l'examen du front Nord de la carrière de SAVY ne conduit à aucun pronostic d'instabilité à court ou à long terme, et ceci du fait des très bonnes caractéristiques mécaniques du granit de Saint-Galmier.

**L'étude fait des préconisations de suivi que l'exploitant doit reprendre dans une procédure interne.**

3/ Parcelle 1658 :

Pour cette parcelle, située au sommet de la carrière, l'exploitant a fait le choix de reconstituer une bande de 10 mètres dans la continuité du terrain naturel.

L'exploitant a procédé à un remblayage et talutage par une entreprise extérieure. Les travaux ont concerné également la pointe Est du site. **L'exploitant doit transmettre la facture d'intervention de l'entreprise Moulin TP.**

L'exploitant a procédé à la mise en place d'une bande de terre végétale pour la plantation d'arbres. Mais il n'a pas prévu de terre végétale pour le reste du terrain.

Un semis a été réalisé. Des pousses ont été constatées le jour de l'inspection; toutefois, la réussite de ce semis reste incertaine en l'absence de terre végétale.

Outre les objectifs de remise en état du site, la végétalisation de cette partie de la carrière est particulièrement importante pour assurer la stabilisation à long terme du talus reconstitué.

**Compte tenu des objectifs de remise en état et de la nécessaire stabilisation du talus reconstitué dans le cadre de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure, l'exploitant doit transmettre un échéancier des travaux précis accompagné de plans (surface ensemencée, surface plantée, densité, choix des variétés,...) dans un délai maximal d'un mois.**

**Les travaux de remise en état et végétalisation seront finalisés dans un délai maximal de 6 mois.**

**Pour rappel, cette parcelle 1658 doit également faire l'objet d'une proposition d'acquisition foncière conformément au point 2 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.**

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 30 jours

### N° 3 : Surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 51
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réunion de suivi de site
<b>Prescription contrôlée :</b> Au moins une fois par an, en liaison avec les municipalités de SAINT-MEDARD-EN-FOREZ et CHAMBOEUF, l'exploitant organisera une réunion ayant pour objet le suivi de l'exploitation et de la remise en état. A cette occasion, il communiquera les résultats des contrôles et mesures effectués dans le cadre du présent arrêté. Il tiendra, en tant que de besoin, informée l'administration des remarques formulées par les participants à cette réunion convoquée à son initiative.
<b>Constats :</b> Les dernières réunions avec chacune des municipalités ont eu les 7 et 8 novembre 2022. L'exploitant n'a pas encore organisée cette réunion pour l'année 2023. Il est rappelé à l'exploitant que <u>cette réunion doit être organisée chaque année.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 23.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'explosifs. Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres. Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 410 m NGF. Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur minimale suffisante déterminée en prenant en compte les différents risques liés à l'exploitation et les caractéristiques des engins. La largeur minimale de banquette, dûment justifiée, est indiquée dans le document de sécurité et de santé. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.
<b>Constats :</b> Les dernières opérations entreprises sur le site ont consisté à utiliser des stériles d'exploitation stockés sur un front au centre de la carrière pour remodeler la partie sommitale à l'est (objet de la mise en demeure) et pour former une plateforme au centre de la carrière. Ces déplacements de matériaux ont permis de dégager le front central (cf. photo du plan d'exploitation de février 2023 ci-dessous) dont la hauteur totale est estimée à environ 20 mètres. Ce front doit être redécoupé pour respecter la hauteur maximale de 15 mètres. <b>Pour ce faire l'exploitant transmet à l'inspection un échancier de travaux dans un délai maximal d'un mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet